

La lettre de la Commission nationale écologie de la LCR

« **L'écologie 100 % à gauche** » n° 18

samedi 8 décembre 2007, par [LCR \(Commission nationale écologie\)](#) (Date de rédaction antérieure : décembre 2007).

Sommaire

- [Changer le monde, pas le \(...\)](#)
- [Grenelle de l'environnement](#)

Changer le monde, pas le climat !

La crise écologique planétaire a atteint un tournant décisif avec les changements climatiques. Premier constat : tout s'accélère bien plus vite que prévu. L'accumulation de gaz carbonique, la montée de la température, la fonte des glaciers polaires et des « neiges éternelles », les sécheresses, les inondations : tout se précipite, et les bilans des scientifiques, à peine l'encre des documents séchée, se révèlent trop optimistes.

Qui est responsable de cette situation, inédite dans l'histoire de l'humanité ? C'est l'Homme, nous répondent les scientifiques. La réponse est juste, mais un peu courte : l'homme habite sur Terre depuis des millénaires, la concentration de CO₂ a commencé à devenir un danger depuis quelques décennies seulement. C'est bien le choix d'un système économique, le capitalisme, basé sur la consommation massive d'énergies fossiles, et de sa logique absurde et irrationnelle d'expansion, d'accumulation à l'infini, de productivisme obsédé par la recherche de profit qui est en cause.

Kyoto, 10 ans plus tard...

10 ans après les débuts du protocole de Kyoto, qui devait conduire à une réduction de 5,2 % des gaz à effet de serre pour les pays industrialisés entre 2008 et 2012, la situation s'est modifiée. Diverses catastrophes ont alerté l'opinion, le monde des affaires veut savoir à quoi s'en tenir... C'est devenu une question de crédibilité politique : les gouvernements doivent sortir un plan à court, moyen et long terme, et frapper l'opinion avec un objectif qui semble ambitieux. Angela Merkel propose 50 % en 2050, d'autres chiffres encore plus ambitieux seront sans doute lancés. Pour ne pas se laisser abuser, il faudra (se) poser chaque fois quelques questions : réduction par rapport à quelle année de référence ? Dans quels secteurs d'activité ? Étalées comment ? Car la présentation peut être trompeuse : 15 % de réduction en 2020 par rapport à 2005, c'est moins que ce que les USA auraient dû réaliser en 2012, s'ils avaient ratifié Kyoto (dont l'année de référence était 1990). Un « objectif ambitieux » pour 2050 peut représenter moins que des cacahouètes à court et moyen termes. L'inflation de discours ne doit pas cacher l'incapacité des gouvernements des plus grandes puissances à prendre les mesures qui s'imposent. Alors que des millions de personnes sont menacées, alors que les parades existent, on mégote pour ne pas égratigner les profits de ceux qui nagent dans le fric et sont responsables du gâchis : les pétroliers, l'industrie automobile, l'aéronautique, la pétrochimie, les transports... Croissance oblige !

Sur qui vont reposer les efforts ?

S'il ne veut pas se retrouver face à une crise ingérable, le capitalisme est obligé d'apporter ses

propres réponses à la crise climatique. Ces réponses sont de plusieurs ordres :

- 1 - une extension très considérable des mécanismes de flexibilité issus de Kyoto qui permettent aux pays industriels de se défaire de leurs responsabilités sur ceux du Sud.
- 2 - l'investissement dans des puits de carbone (plantation ou sauvegarde de forêts) pour éviter de réduire les émissions à la source.
- 3 - la détermination d'un prix mondial du carbone censé intégrer les coûts des dégâts futurs du réchauffement. Cela fait fi de qui est responsable des émissions de carbone et conduit à faire payer à tout le monde les conséquences des pollutions générées par quelques-uns. De nouvelles taxes risquent ainsi de voir le jour, taxes qui seront compensées pour les entreprises par une baisse des cotisations sociales, autrement dit une baisse du coût du travail.
- 4 - le recours accru à des technologies d'apprenti-sorcier : + de centrales nucléaires, + d'agrocarburants, + d'OGM (plantes de culture résistant à la sécheresse, arbres à croissance rapide pour stocker le carbone)... sans prendre en compte les conséquences écologiques et sociales de ces technologies.
- 5 - la culpabilisation des citoyens, couplée à une politique de primes, de taxes, de quotas, etc. Dans ce domaine, l'imagination néolibérale semble sans limites : quotas de carbone individuels échangeables, octroi à l'entrée des grandes villes (8 £ pour entrer en voiture à Londres : la circulation est plus fluide, isn't it ?).

Construire un mouvement social pour la justice climatique

Alors que le [GIEC](#) a démontré scientifiquement l'origine des changements climatiques, c'est maintenant de choix politiques et sociaux qu'il s'agit. Plus de cent mille personnes ont manifesté en Australie, le 11 novembre, pour que le pays réduise ses émissions de 30% d'ici 2020. Que ce soit une source d'inspiration... La construction d'un mouvement de masse mondial, analogue aux mouvements contre la guerre, doit être mise sérieusement à l'ordre du jour. Les manifestations autour de la conférence internationale de Bali ne sont qu'un début...

Grenelle de l'environnement : ne soyons pas dupes, poursuivons les luttes !

Ainsi, par la grâce Elyséenne, la France serait en passe de devenir la fille ainée de l'écologie. Il faut reconnaître qu'après tant de retards accumulés, y compris en comparaison au reste de l'Union Européenne, dans des domaines aussi importants que l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, l'usage de la voiture, les déchets, les pesticides ou la pollution de l'air, il était urgent d'agir... ou du moins de montrer les signes apparents de l'action. Pourtant Nicolas Sarkozy a été, parmi les candidats à l'élection présidentielle, un des plus farouches opposants aux revendications écologistes, entre autres à propos du nucléaire et des OGM. Comment croire que cinq mois à l'Elysée ont suffi à convertir le nouveau président à une défense en profondeur de nos écosystèmes ? Comment ne pas voir plutôt dans le Grenelle de l'environnement une opération médiaticopolitique visant à couper l'herbe sous le pied des mouvements écologistes qui depuis des années contestent l'imposition d'un modèle de développement qui détruit l'environnement et aggrave les inégalités sociales sur l'ensemble de la planète ?

La rupture annoncée en matière de transports n'en est pas une. Quand J.L. Borloo dit ne pas vouloir augmenter de façon significative les capacités routières et aéroportuaires, on ne doit pas y voir une alternative au tout routier. Certes, quelques projets autoroutiers seront peut-être évités... sauf s'ils

sont vraiment nécessaires ; les projets en cours se poursuivent et les routes à 4 ou 6 voies ne sont pas concernées pas un arrêt éventuel des constructions routières. De plus, alors qu'on vante la nécessité du fret ferroviaire, le gouvernement ferme 260 gares de fret et rien n'est envisagé pour freiner la croissance des flux de marchandises. Si des signes encourageants sont envoyés à propos des normes d'isolation des logements, un flou total règne quant à leur financement. A aucun moment le gouvernement ne s'est prononcé en faveur d'investissements massifs.

Pour réduire drastiquement la consommation d'énergie et systématiser les énergies renouvelables, il ne suffira pas de supprimer les lampes à incandescence, c'est à un véritable plan de développement des énergies propres qu'il faut s'atteler. Un tel plan ne peut être lancé que dans le cadre d'un service public de l'énergie, débarrassé du nucléaire. Or l'action principale de Nicolas Sarkozy en matière d'énergie est de développer et de vendre l'énergie nucléaire, notamment avec le nouveau réacteur EPR, pour le plus grand bonheur de la multinationale AREVA.

L'agriculture fait partie des secteurs où les pollutions sont très importantes, qu'il s'agisse des émissions de gaz à effet de serre, de pesticides, des OGM ou des pollutions des eaux. Or sur chacun de ces domaines, le gouvernement n'annonce aucune mesure d'ampleur. Si la culture des OGM est gelée, cela est le fruit d'une lutte de plusieurs années qui a permis à une majorité de l'opinion publique de comprendre la dangerosité des OGM. Mais un mois après la fin du Grenelle, la promesse de dépôt d'une clause de sauvegarde à l'Union Européenne permettant à la France de ne pas cultiver d'OGM reste bloquée par le ministère de l'agriculture ; ce même ministère qui appuie la culture des agrocarburants qui ne peuvent pourtant pas être une alternative écologique au pétrole. Ces faveurs accordées au productivisme agricole et à l'agrobusiness ont aussi prévalu concernant les pesticides, pour lesquels la FNSEA a obtenu qu'une éventuelle réduction massive soit conditionnée par l'existence de solutions alternatives, sous prétexte de ne pas diminuer la compétitivité agricole de la France. La préservation des intérêts économiques prime une nouvelle fois sur l'urgence environnementale.

Ne prenons pas la série de mesures gouvernementales, à la portée incertaine, pour une rupture écologique qui favoriserait un autre mode de développement que celui imposé par le capitalisme. L'écologie ne peut être un marchandage sur le mode « je t'échange un peu de nucléaire contre un peu d'énergies renouvelables ou un peu de bio contre un peu d'OGM ». Il est impossible de satisfaire le MEDEF et la FNSEA et de mener une politique globale et cohérente pour répondre à la crise écologique et combattre les inégalités sociales.

LCR, Commission nationale écologie :
- 2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil
- Tel : 01 48 70 42 30
- Site : www.lcr-rouge.org
- e-mail : lcr-cne laposte.net